

Appel à contributions pour la Revue des Mondes en développement

Les élites économiques et le pouvoir à l'ère des bouleversements post-2011 : réarrangements des rapports et variation des modèles ?¹

Dossier coordonné par Alia Gana (CNRS-Ladyss), Mohamed Oubenal (CEAS, IRCAM) & Dilek Yankaya (Sciences Po Aix-Mesopolhis)

Les soulèvements qui ont secoué les régions d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient depuis 2010 portent des revendications de justice sociale et de participation ainsi qu'un rejet des anciennes élites associées à la corruption et à l'autoritarisme. Dans quelle mesure ces revendications sont-elles repérables dans les configurations élitaires de ces sociétés, en particulier en ce qui concerne les rapports entre acteurs économiques et pouvoir politique ?

La question du comportement des élites économiques vis-à-vis du changement du régime politique, qualifié de « contingent », est généralement expliquée par des facteurs internes de dépendance à l'égard de l'État et de désir de préserver des intérêts matériels (O'Donnell, 1992 ; Payne, 1992 ; Bellin, 2000), ou encore plus rarement, par des facteurs externes liés à l'instabilité du contexte régional et à la peur de la contagion de la guerre civile (Greenwood, 2008).

Il existe pourtant une riche littérature qui constate les multiples formes d'interactions entre acteurs économiques et pouvoir politique. M. Catusse (2006) montre comment, dans les mondes arabes, l'impératif du développement a attribué aux acteurs économiques un rôle constitutif dans l'instauration du politique, conduisant ainsi à une politique de clientélisation « par-le-haut » de la société. Tandis que M. Oubenal et A. Zeroual (2017) mettent au jour le rôle des techniques financières de gouvernance d'entreprises au Maroc dans le renforcement du contrôle politique sur les élites économiques, Daniela Pioppi (2004), étudie à partir du contexte égyptien, comment certaines formes d'action sociale, comme la bienfaisance par le biais des waqfs par exemple, ont donné des possibilités d'interventionisme par-le-bas, ouvrant ainsi la voie à l'autonomisation du champ économique. M. Yaghi (2018) étudie ainsi les caractères délibéré, réciproque et compétitif des relations clientélares en Égypte et en Tunisie.

C'est dans des contextes nationaux de capitalismes pensés comme verrouillés autour des coalitions autoritaires que les révoltes ont vu le jour. Les arrangements autoritaires jadis légitimés au nom des politiques développementalistes et populistes (Heydemann, 2007), ont été décriés. Le rejet des élites traditionnelles s'est exprimé par la revendication massive pour un nouveau modèle de gouvernement. La question des recompositions élitaires de ces sociétés renvoie alors à la manière dont ce modèle de légitimation de la domination a fait l'objet de mutation depuis ces soulèvements.

L'analyse des recompositions élitaires dans le contexte post-2011 fait état tant d'une reproduction des élites économiques liées aux régimes autoritaires que d'un processus de renouvellement de celles-ci. B. Kchouk (2017) et L. Louër (2013) montrent, en Tunisie pour le premier et en Jordanie et en Égypte pour la seconde, comment ces élites en place ont fait un usage stratégique du conflit entre les anciens dirigeants et les peuples, pour se réassurer des assises économiques et de l'influence politique, tout en profitant de l'ouverture du champ électoral. En Égypte et en Algérie, l'exacerbation des luttes au sein des élites à l'occasion des mobilisations populaires s'est soldée par la chute de la faction civile du pouvoir représentant l'élite entrepreneuriale (« les oligarques ») et par le contrôle quasi-intégral de l'État par l'armée. Les milieux d'affaires algériens s'inscrivent dans une logique de résistance vis-à-vis de l'État qui peut prendre des formes diverses, notamment comme l'engagement des chefs d'entreprise dans le mouvement du Hirak (depuis 2019) pour un changement de régime.

Plusieurs travaux constatent des éléments de mobilité sociale et transnationale indiquant les prémices d'une pluralisation des élites économiques ainsi que la diversification des modalités d'action collective patronale. Leurs capacités d'action sont consolidées à la fois par leur intime implication au niveau local et par leurs intégrations dans des réseaux transnationaux. Angela Suarez Collado (2018) souligne la manière dont les mobilisations associatives dans la région de Rif au Maroc, tout en consolidant le statut d'intermédiaire des élites locales auprès du Makhzen, ont créé de nouvelles connexions entre la périphérie et le centre. On

¹ Cet argumentaire a été élaboré lors des réunions, séminaires et ateliers de réflexion du groupe de travail « Elites économiques et pouvoir politique » de l'ERC Tarica avec la participation de Alia Gana, Faouzi El Mestari, Bochra Kammarti, Mohamed Oubenal, Dilek Yankaya et Abdellatif Zeroual.

observe notamment l'émergence de nouvelles catégories sociales avec des capacités d'agir collectivement autour des cadres de références islamiques et des revendications participationnistes. En proximité avec des partis islamiques, des dirigeants de petites et moyennes entreprises, des prédicateurs « modernes », des responsables et membres nouvelles associations, de nouvelles chaînes de média, de maison d'édition, partagent des propriétés sociales et des référentiels religieux politisés qui alimentent cette capacité d'action collective en situation d'ouverture d'opportunité politique. Leurs revendications présentent des éléments pour un modèle islamique d'organisation sociale et de développement national (Kammarti 2020, Albarracin, Cusi, 2012). F. Merone et D. de Facci (2015) observent l'entrée en politique électorale de petits patrons proches d'Ennahdha par le biais des formes associatives de mobilisation locale, tandis qu'A. Gana (2019, 2018) rend compte des mécanismes qui permettent au parti islamiste de consolider ses assises dans les milieux d'affaires et les syndicats. Le militantisme islamique local semble bénéficier de connexions mondiales. D. Yankaya et M. Vannetzel (2018) montrent comment en Egypte et en Tunisie une nouvelle forme privée d'action collective patronale a été possible grâce à l'appui des réseaux transnationaux de solidarité avec la bourgeoisie islamique turque.

Les bouleversements post-2011 en Afrique du Nord et au Moyen-Orient nous invitent ainsi à revisiter la question des liens entre champ économique et pouvoir politique. A quelles transformations du rapport entre élites économiques et pouvoir politique les changements à l'œuvre conduisent-ils ? Dans quelle mesure ces changements s'accompagnent-ils d'un processus d'autonomisation du champ économique ? De quelle manière des élites économiques (se) sont-elles données de nouveaux rôles et modalités d'intervention dans l'exercice du pouvoir ? Quels nouveaux modes de politisation de l'économie constate-t-on ? Comment repenser le rapport au politique des élites établies dans ce contexte de remise en question des rapports de connivence et de l'émergence de nouvelles élites économiques ? Quels liens peut-on établir entre ces dynamiques de recomposition élitaires, la (re)production des modèles de développement et l'institution des formes de régulation socioéconomique dans les pays de la région ?

Les articles inclus contribueront aux analyses des structures élitaires des sociétés d'Afrique du nord et du Moyen-Orient par le prisme des fragmentations, des alliances et des conflictualités que l'on observe entre les catégories anciennes et nouvelles d'acteurs d'accumulation et d'exercice du pouvoir depuis 2011. Alors que certaines analyses avançaient la thèse « de phénomènes qui s'apparentent plus à des coups d'Etats, des guerres civiles et des "révolutions politiques" » plutôt qu'à un véritable changement de régime (Kienle, Louër, 2013), il s'agit aujourd'hui d'élucider quelle rupture historique ces soulèvements ont représenté et dans quelle mesure l'hypothèse d'une restructuration de ces sociétés et de leurs régimes peut être formulée.

Nous proposons d'explorer ces questions selon trois **axes** :

1) *Recomposition des coalitions élitaires, statut de l'économie et modèles de développement*

Les crises politiques traversées par les Etats arabes au cours de la décennie 2010 ont conduit à des fragmentations et des variations d'équilibre dans les rapports de force au sein des coalitions dominantes, d'une part entre catégories militaires et civiles, d'autre part en favorisant l'émergence de nouveaux acteurs économiques. Pour saisir le caractère structurel ou conjoncturel de ces transformations, il faudra s'intéresser à la manière dont les crises politiques ont provoqué des changements dans trois éléments structurels du pouvoir : le statut attribué à l'économie et à ses acteurs dans la régulation des conflits, la manière dont ces différents groupes élitaires s'investissent dans l'économie, et les modifications dans le pacte social et le modèle de développement.

Quelles recompositions dans la structure élitaires du pouvoir les soulèvements arabes ont-ils induites ? Comment les origines sociales et catégorielles des dominants ont-elles changé, ou pas ? Comment les logiques partisans se sont-elles articulées aux logiques économiques dans des contextes comme la Tunisie et le Maroc marqués par l'engagement accru des hommes d'affaires dans la compétition électorale ? A l'inverse, la reconsolidation du statut des militaires en politique, comme en Egypte et en Algérie, s'accompagne-t-elle d'une marginalisation des entrepreneurs ? Comment les possibilités de pluralisation des élites économiques ont-elles façonné les comportements d'anciennes élites dans le gouvernement de la crise politique ? Quelles significations les restructurations élitaires revêtent-elles du point de vue des modèles de

développement économique et de stabilisation politique (capitalisme rentier, capitalisme de copinage, néolibéralisme) ? Dans quelle mesure sont-elles susceptibles d'affecter les formes de régulation et de redistribution sociales ?

2. Modalités de participation politique des milieux d'affaires

Les changements dans les coalitions au pouvoir ont favorisé l'entrée en politique des hommes d'affaires dans certains contextes. Issus des anciennes élites ou de groupes émergents, ces acteurs économiques consolident leurs positions grâce à leur proximité avec la classe politique. Dans l'hypothèse que les soulèvements ont remis en cause les milieux d'affaires établis, cet axe pose la question de savoir comment les hommes d'affaires ont réagi au départ de leurs alliés politiques et à l'ébranlement de leurs assises économiques. De quelle manière les changements politiques ont-ils produit des changements dans les dispositifs institutionnels d'accès aux ressources économiques ? Comment les élites économiques, nouvelles comme anciennes, participent-elles à l'élaboration de l'action publique ? Quelles sont les questions sur lesquelles elles s'expriment et se mobilisent, et avec quelles propositions ? Quels sont les espaces sociaux, nouveaux ou anciens, investis par ces acteurs et les répertoires d'actions qu'ils mobilisent ? Observe-t-on des changements dans les stratégies de positionnement des acteurs (multi-positionnalité ou spécialisation) ? Quels déplacements peut-on identifier entre milieux patronaux et milieux politiques et avec quelle variation d'échelle (locale, nationale, transnationale) ?

3. (Re-/Dé-)Construction des légitimités et modèles de domination :

Suivant la thèse de l'encastrement de l'économie dans des institutions sociales (Polanyi, 1957), il est nécessaire, pour prendre la mesure des recompositions élitaires consécutives aux bouleversements politiques de la décennie 2010, de s'attacher à l'étude des normes et des cadres de références qui façonnent les logiques et les pratiques des acteurs de l'économie. Cet axe concerne trois aspects de la (re)formation des élites économiques : les propriétés sociales permettant d'identifier les élites économiques après 2011, les éléments (politiques et collectifs) constitutifs de l'entreprise économique, et les représentations et les portées économiques de l'action économique. Quelles ressources (matérielles, sociales, culturelles et symboliques) ces élites économiques mobilisent-elles dans différents espaces sociaux (marché, social, politique) ? De quelles formes de légitimité se revendiquent-elles pour leur participation dans les sociétés d'après-2011 ? Quels sont les modèles de références concurrents revendiqués par les acteurs et les répertoires normatifs qu'ils mobilisent pour légitimer différentes formes d'actions qu'ils engagent (justice économique, méritocratie, technocratie/expertise, *sharia*, etc.) ? Quels coexistences, conflictualités et compromis repèrent-on entre anciens et nouveaux opérateurs de l'économie ? Par quels biais, quels réseaux circulent les normes et les modèles de références en confrontation et à quelles échelles s'organisent les réseaux ? Dans quelle mesure les recompositions élitaires de ces sociétés énoncent-ils un renouveau des modèles de gouvernement ?

Nous sollicitons des contributions s'inscrivant dans les différents axes thématiques (ou abordant les questions posées de manière transversale) et s'appuyant sur des recherches empiriques dans des contextes politiques d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Les propositions d'articles mobilisant une approche interdisciplinaire et comparative sont particulièrement attendues. Les résumés d'article de 600 caractères (espaces compris) maximum seront accompagnés de mots clés (7 maximum) en français et en anglais. Les résumés devront détailler la question de recherche, le cadre théorique, le terrain d'étude et les principaux résultats, et présenter les principales références bibliographiques (5 maximum).

Les propositions d'articles (résumés) sont attendues pour le **24 septembre 2021**

Les articles complets sont à envoyer au plus tard le **29 janvier 2022**

à l'adresse suivante : erc.tarica@gmail.com

Références :

Bellin, E. (2000), Contingent democrats: Industrialists, labor, and democratization in late-developing countries. *World Politics*, 52(2), 175-205.

- Catusse, M. (2006), *Ordonner, classer, penser la société: les pays arabes au prisme de l'économie politique*.
- Chekir, H., & Diwan, I. (2014), Crony capitalism in Egypt. *Journal of Globalization and Development*, 5(2), 177-211.
- Hibou, B. (2008), « Nous ne prendrons jamais le maquis » Entrepreneurs et politique en Tunisie ». *Politix*, 84(4), 115-141.
- Gana A., Taleb M. (2019), « Mobilisations foncières en Tunisie : révélateur des paradoxes de l'après « révolution », *Confluences Méditerranée*, vol. 108, n°1, 31-46.
- Gana A. (2018), « Protests et action collective en milieu agricole et rural : Enjeux et paradoxes du processus de changement politique en Tunisie », in A. Allal, V. Geisser (dir), *Tunisie : Une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, CNRS Editions, 57-71
- Greenwood, S. (2008), Bad for business? Entrepreneurs and democracy in the Arab world. *Comparative Political Studies*, 41(6), 837-860.
- Heydemann, S. (2004), *Networks of privilege in the Middle East: the politics of economic reform revisited*. Springer.
- Kchouk, B., 2017. Les «anciennes» élites économiques et le changement de régime en Tunisie: de l'incertitude vers la consolidation politico-économique des positions. *Politix*, (4), pp.157-178.
- Louër, L. (2013). « Soulèvements et factionnalismes des élites autoritaires en Égypte et au
- Oubenal M., Zeroual A., « Gouverner par la gouvernance : les nouvelles modalités de contrôle politique des élites économiques au Maroc », *Critique internationale* 2017/1 (N° 74), p. 9-32.
- O'Donnell, G. (1992). Substantive or Procedural Consensus? Notes on the Latin American Bourgeoisie. *The Right and Democracy in Latin America*, 43-47.
- Payne, L., (1992), "Brazilian business and the democratic transition: new attitudes and influence", Working Paper #179.
- Polanyi, K. (1957), « The Economy as instituted process », in K. Polanyi, W. Pearson H., et C. M. Arensberg (dirs.), *Trade and Market in the Early Empires: Economics in History and Theory*, Glencoe, Ill., Free Press, 1957, p. 243-269.
<https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.410>
- Sadowski, Y. M. (1991). *Political Vegetables? Businessmen and Bureaucrats in the Development of Egyptian Agriculture*. Washington, D.C.: Brookings.
- Suarez-Collado, A. (2018), "Centre-periphery and the reconfiguration of the state's patronage networks in the RiP", in Ruiz de Elivra, L., Christophe, H. S., Wipert-Fenner, I., *Clientelism and Patronage in the Middle East and North Africa*, Routledge, 169-210
- Vannetzel, M., Yankaya, D. (2019), « Crafting a business Umma? transnational networks of 'Islamic businessmen' after the Arab Spring », *Mediterranean Politics* (24.3), 290-310.
- Yaghi, M. (2018), « Neoliberal reforms, protests and enforced patron-client relations in Tunisia and Egypt », in Ruiz de Elivra, L., Christophe, H. S., Wipert-Fenner, I., *Clientelism and Patronage in the Middle East and North Africa*, Routledge, 118-142.